



# Marchés financiers

Perspectives  
pour 2025

# RETOUR SUR 2024

**L'année 2024 aura été marquée par le contrôle du spectre de l'inflation et de nombreuses baisses des taux. Tout profit pour les marchés financiers. En Europe comme aux États-Unis, les cours ont fortement progressé. Le second semestre aura toutefois aussi été marqué par des difficultés économiques et une augmentation de la volatilité.**

Durant l'été, l'inflation est revenue sous contrôle et la croissance économique est apparue suffisamment solide pour abaisser les taux. En juin, la Banque centrale européenne (BCE) a été la première à abaisser ses taux. Elle a été imitée ensuite par la Federal Reserve (Fed) en septembre.

Troisième trimestre : retour de la crainte d'un atterrissage forcé. Dans la perspective de la baisse des taux tant attendue, les cours des actions ont rapidement augmenté des deux côtés de l'Atlantique

au cours du premier semestre, mais l'euphorie a été de courte durée. Des données plus mauvaises que prévu pour l'emploi ont en effet fait craindre que les taux auraient dû être baissés plus rapidement et que la Fed aurait même peut-être attendu trop longtemps. De quoi ramener alors la crainte d'un « atterrissage forcé » de l'économie américaine au premier plan. En Europe, les marchés se sont aussi inquiétés d'un recul économique et ont appelé de tous leurs vœux de nouvelles baisses des taux pour soutenir l'économie.

## Rotation sectorielle

L'anticipation de nouvelles baisses des taux a provoqué une rotation sectorielle. Les gagnants dans ce cas ont été les secteurs restés jusqu'alors à la traîne, comme l'immobilier, les services aux

collectivités et les soins de santé, alors que les secteurs liés à la technologie et à l'IA ont éprouvé davantage de difficultés. Dans le même temps, la perspective de nouvelles baisses des taux a donné des ailes aux marchés obligataires.

## Volatilité accrue

L'alternance entre données macroéconomiques positives et négatives n'a pas été simple pour les marchés, qui ont eu du mal à anticiper la politique de taux des banques centrales. Une situation qui s'est accompagnée d'une augmentation de la volatilité. À la fin de l'été, le Japon a relevé ses taux, ce qui a provoqué une forte appréciation du yen et de nombreuses opérations de « carry trade »<sup>1</sup>. Il en a résulté une forte correction et une augmentation de la volatilité sur les marchés d'actions.



## Les marchés émergents se démarquent

Les marchés émergents et l'Asie se sont sensiblement mieux comportés au troisième trimestre. D'un côté, la dépréciation du dollar a clairement profité aux marchés émergents. De l'autre, les mesures de relance monétaires ont aussi eu un impact positif en Chine.

## Difficile mois d'octobre

Au début du quatrième trimestre, tous les yeux étaient braqués sur les élections américaines. L'incertitude quant à leur issue conjuguée aux doutes sur les taux aux États-Unis, la faiblesse des indicateurs économiques en Europe et les prises de bénéfices en Asie ont fait passer un mauvais mois d'octobre aux bourses du monde entier. Les marchés obligataires ont également souffert. La seule exception positive est venue de la bourse japonaise, grâce aux large caps tournées vers les exportations qui ont profité de la faiblesse du yen et des solides fondamentaux économiques du pays du Soleil Levant.

## Optimisme de retour

Petit à petit, la tendance économique a toutefois commencé à s'inverser. Dans le même temps, l'élection de Trump a redonné espoir à Wall Street, les investisseurs espérant que le nouveau mandat de Trump crée un climat favorable pour les bourses et la fiscalité. De quoi donner des ailes aux « trump trades », comme les cryptomonnaies, les banques et les secteurs liés à l'énergie. Dans le même temps, les actions immobilières sensibles aux taux et les actions des sociétés actives dans les énergies renouvelables ont dû céder du terrain. Mais très vite, les échanges ont retrouvé des niveaux normaux.



## Conclusion

Le grand mérite de 2024 aura été de maîtriser l'inflation et d'écartier le risque de récession. Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une tendance de faible croissance économique. De part et d'autre de l'Atlantique, les banques centrales sont prêtes à encore soutenir l'économie en abaissant les taux. Néanmoins, de nouvelles questions pointent aussi le bout du nez. Que nous réserve le nouveau mandat de Trump ?

Les économies européennes en difficulté parviendront-elles à garder la tête hors de l'eau ? Et que réservent les tensions géopolitiques et le protectionnisme grandissant pour les marchés financiers l'année prochaine ?

# PERSPECTIVES POUR 2025

Le paysage des investissements est prometteur en ce début d'année 2025. Le spectre de l'inflation est sous contrôle et les craintes de récession s'estompent progressivement. Dans ce contexte, les investisseurs s'attendent à ce que les banques centrales poursuivent leur politique de soutien, lisez : baissent leurs taux. Mais tous les problèmes ne sont pas pour autant écartés. Tout indique que la croissance économique, l'inflation et les taux vont suivre des trajectoires différentes d'une région à l'autre. Quel impact cela aura-t-il sur vos investissements ? La réponse aux 5 questions ci-après sera dans ce cas cruciale.

## 1 Le retour de Trump est-il une bonne nouvelle pour les marchés ?

Les marchés financiers ont accueilli le « coup de balai républicain » à bras ouverts. En une seule semaine, le S&P 500 américain a gagné 3,5 % après le résultat des élections. Les promesses du nouveau président élu – une combinaison de mesures de relance budgétaires, de dérégulation et de droits de douane protectionnistes sur les importations qui pourraient atteindre jusqu'à 60 % pour des pays comme la Chine – ont donné des ailes au marché. Selon les investisseurs, les bénéfices des entreprises américaines dépasseront les chiffres des autres régions développées en 2025.

## Optimisme des marchés

Une autre bonne nouvelle (encore meilleure) est la dissipation progressive des craintes de récession en 2024. La peur d'un atterrissage forcé aux États-Unis s'est transformée en scénario d'atterrissage en douceur. Et au final, tout porte à croire que l'économie américaine ne devrait pas du tout se poser... Dans un tel contexte d'optimisme des marchés, les liquidités trouveront facilement le chemin des actifs à risque, comme les actions et les obligations. Et celles-ci sont présentes en abondance aux États-Unis. Selon les estimations, environ 6,8 milliards de dollars seraient détenus dans des fonds monétaires américains<sup>2</sup>.

## Barrières commerciales

À plus long terme, nous ne pouvons cependant pas perdre de vue les risques liés aux politiques de Trump. Les barrières commerciales et les droits de douane sur les importations pourraient augmenter la pression inflationniste. Une grande partie de ces droits de douane sera en effet répercutée sur le consommateur, ce qui pourrait coûter 2.600 USD par an aux ménages américains<sup>3</sup>. Ensuite, la limitation de l'immigration pourrait conduire à une pénurie de main-d'œuvre et ainsi alimenter l'inflation des salaires.

Les pressions inflationnistes sont néfastes pour les marchés financiers. Dans un premier temps, l'inflation pousse les taux obligataires à la hausse. Ensuite, la hausse des taux risque de freiner la croissance économique et de peser sur les marchés d'actions avec quelques mois de décalage. Si nous allons jusque-là, nous pouvons nous attendre à l'apparition des premiers signes de « stagflation »<sup>4</sup> au cours du second semestre 2025. Le premier mandat de Trump offre un point de comparaison intéressant dans ce cas. Dans un premier temps, les promesses électorales de Trump avaient stimulé les cours de bourse. Mais à partir de 2019, la guerre commerciale avec la Chine a occupé l'avant de la scène et les prévisions bénéficiaires ont fortement reculé<sup>5</sup>.



## Qu'est-ce que tout cela signifie pour les investisseurs ?

### ACTIONS

Le début de l'année 2025 sera positif pour les actions américaines, mais la politique de Trump pourrait bien conduire à la stagflation dans le courant du deuxième semestre.

- Les gagnants : le secteur financier et l'industrie pharmaceutique. Ils sont bien placés pour profiter de la dérégulation sous l'ère Trump.
- Les perdants : les technologies vertes et les énergies renouvelables.
- Les entreprises de petite et moyenne capitalisation seront moins sensibles aux

effets négatifs du protectionnisme. Elles pourraient afficher une croissance bénéficiaire de 10 à 15 % l'année prochaine. Avant les élections, le consensus se situait autour des 5 %<sup>6</sup>.

## OBLIGATIONS

Les échéances longues sont à éviter pour les obligations d'État américaines.

- Le marché n'intègre pas encore totalement le risque d'une nouvelle poussée de l'inflation.
- Les réductions d'impôts pourraient encore creuser le déficit budgétaire américain, déjà considérable.

## DOLLAR

- Pour le début de l'année, nous nous attendons à une évolution vers la parité avec l'euro. La croissance américaine est plus résistante que celle des autres marchés développés. Nous nous attendons dès lors à ce que la BCE abaisse ses taux plus rapidement que la Fed, ce qui accentuera le différentiel de taux.
- Plus tard en 2025, nous nous attendons à un recul du dollar en raison des pressions inflationnistes et de l'augmentation des déficits budgétaires et commerciaux (déficits jumeaux) aux États-Unis.

## 2 Les banques centrales vont-elles poursuivre la baisse des taux ?

### ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, la probabilité de nouvelles baisses des taux a sensiblement diminué après la victoire de Trump, ce qui s'est traduit immédiatement par un déplacement vers le haut de la courbe des Fed Futures en novembre<sup>7</sup>. Selon nous, la Fed devrait toutefois encore abaisser ses taux à l'occasion de la réunion de janvier. Le flou subsiste par contre quant à l'évolution des taux après l'investiture de Trump.

Une première indication est que l'économie américaine est très résiliente. Le marché du travail reste très solide et plusieurs signaux montrent même une augmentation de l'activité industrielle. Il n'est par ailleurs pas exclu que la politique protectionniste de Trump accentue les pressions inflationnistes. Cela incitera la Fed à mener une politique de taux prudente et à ne pas baisser les taux outre mesure.

D'un autre côté, nous devons aussi tenir compte du fait que l'indépendance de la Fed pourrait être compromise sous la présidence de Trump. Le nouveau président élu a déjà fait savoir qu'il tenterait d'influencer les décisions de la Fed si une baisse des taux s'avérait nécessaire pour soutenir l'économie. Cela pourrait alors nuire à la capacité de la Fed à lutter contre l'inflation<sup>8</sup>. Il s'agira donc de voir dans quelle mesure la Fed saura préserver son indépendance.

## EUROPE

En Europe, la nécessité d'assouplir davantage les taux d'intérêt est plus claire. Lors de sa dernière réunion en décembre, la Banque centrale européenne a laissé entrevoir une série de baisses supplémentaires en 2025. Elle aura la lourde tâche d'éviter que la croissance économique modérée ne ralentisse encore. L'option de soutenir l'économie à travers les déficits budgétaires est en effet un sujet politique très sensible en Europe.

L'inflation actuelle de 2,3 %<sup>9</sup> plaide pour de nouvelles baisses des taux. Mais l'inflation des salaires pourrait bien venir mettre son grain de sel. En Allemagne, celle-ci est à son niveau le plus haut depuis 1993<sup>10</sup>. Si la situation ne s'améliore pas à temps, cela pourrait à nouveau accentuer les pressions inflationnistes. Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et en Ukraine comportent aussi des risques. En cas d'escalade, la hausse des prix de l'énergie pourrait accentuer le risque d'inflation.

## JAPON

Après des décennies de déflation, le Japon affiche de nouveau une inflation supérieure à 2 %<sup>11</sup>, ce qui a mis fin à la politique de taux zéro. Nous attendons la prochaine hausse des taux dans le courant du premier trimestre 2025, vraisemblablement en janvier. Les marchés tablent sur une hausse de 0,25 %. Surtout si les salaires continuent à augmenter. Cela pourrait encore soutenir la consommation et la croissance économique.



## Qu'est-ce que tout cela signifie pour les investisseurs ?

### OBLIGATIONS D'ÉTATS

- Les obligations d'État allemandes offrent des opportunités : la baisse des rendements pourrait soutenir les cours. Les obligations d'État allemandes peuvent en outre faire office de valeur refuge en cas d'aggravation des tensions géopolitiques.



- Nous évitons les échéances longues pour les obligations d'État américaines dans la mesure où elles n'intègrent pas encore totalement le risque d'inflation.
- Nous restons à l'écart des obligations d'État japonaises. Si la Banque du Japon relève ses taux, les rendements obligataires suivront, ce qui se traduira par une baisse des cours.

### OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS

La baisse des taux directeurs devrait déclencher un transfert de capitaux des fonds monétaires vers les obligations de sociétés et soutenir alors le cours de ces obligations. Nous voyons des opportunités tant du côté des obligations à haut rendement (HY) que des obligations de qualité d'investissement (Investment Grade).

- Obligations à haut rendement : priorité aux échéances courtes et à la qualité. Le supplément de rendement à long terme n'est pas suffisant, surtout aux États-Unis avec le risque d'inflation budgétaire.
- Obligations de qualité d'investissement : les fondamentaux des entreprises sont très solides, plus encore en Europe qu'aux États-Unis, ce qui limite le risque de défauts de paiement.

## 3 L'Europe va-t-elle trouver le chemin de la reprise économique ?

La réponse courte à cette question est « oui ». Nous partons du principe que les baisses de taux de la BCE porteront leurs fruits tout au long de l'année et que la croissance économique dans la zone euro remontera progressivement jusqu'à 1,2 % d'ici fin 2025<sup>12</sup>.

D'un côté, les baisses de taux de la BCE vont se traduire par une baisse des taux d'épargne, ce qui incitera les ménages à épargner moins et à consommer plus. De l'autre, la hausse des revenus réels stimulera la consommation. Globalement, l'augmentation de la consommation conduira à une reprise de la demande intérieure et à une hausse de la croissance.

Ces perspectives encourageantes ne doivent pas nous faire oublier que l'Europe connaît aussi plusieurs problèmes substantiels et structurels, comme une croissance insuffisante de la productivité et des sous-investissements importants, ce qui conduit à une perte de compétitivité. Dans une économie



mondiale globalisée, l'Europe doit aussi évoluer vers l'économie digitale et l'IA. Cela est d'autant plus important dans un contexte de protectionnisme croissant, de guerre commerciale et d'interventionnisme.

Si les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine augmentent, l'Europe doit avoir pour ambition d'en sortir gagnante. Un récent rapport de Mario Draghi contient plusieurs recommandations pour améliorer la compétitivité de l'Europe<sup>13</sup>. Cela pourrait ouvrir la voie à une nouvelle prise de conscience de l'Europe dans un contexte d'augmentation des barrières commerciales.

Enfin, il faut également garder à l'esprit que la croissance en 2025 ne sera pas forcément la même dans tous les pays de la zone euro. La mise en œuvre d'une politique budgétaire accommodante relève en effet de la compétence de chaque État membre. L'Allemagne est à la traîne dans ce cas en raison de la rigueur budgétaire qu'elle s'est imposée. Des pays comme la France et la Belgique sont mis en demeure par la Commission européenne de réduire leurs déficits budgétaires.



### Qu'est-ce que tout cela signifie pour les investisseurs ?

#### ACTIONS

- Les cours des actions européennes tiennent compte d'un faible climat économique. La valorisation des actions européennes est de ce fait intéressante par rapport aux actions américaines et mondiales. Des signaux indiquant une reprise de la croissance pourraient stimuler les cours des actions en Europe. Nous avons une préférence pour une combinaison entre actions sous-évaluées et actions de qualité.

- Nous identifions des opportunités au niveau des small et midcaps européennes qui profiteront à la fois de la baisse des taux par la BCE et de l'augmentation de la consommation intérieure.
- Les actions britanniques représentent une protection contre les tensions au Moyen-Orient, les tensions commerciales et la hausse des prix de l'énergie. La bourse britannique est défensive (dividendes élevés) et moins sensible à la hausse des prix de l'énergie que les bourses européennes continentales. Elle est plus orientée vers les services, ce qui la rend moins sensible à la guerre des tarifs commerciaux.

#### OBLIGATIONS

- Les obligations d'État européennes profiteront d'une baisse des taux. Les obligations d'État allemandes offrent par ailleurs une protection contre la hausse des tensions géopolitiques.
- Les obligations d'État espagnoles et portugaises sont également intéressantes. Elles offrent une meilleure rémunération à respectivement 2,79 et 2,52 % sur dix ans, contre 2,09 % pour les Bunds allemands<sup>14</sup>. Les deux pays ont assaini leurs finances et mènent le peloton de la croissance européenne<sup>15</sup>. Les prévisions de croissance du PIB pour 2024 s'élèvent à 3 % pour l'Espagne et 1,7 % pour le Portugal, contre une contraction de 0,1 % pour l'Allemagne.





## 4 La Chine restera-t-elle le moteur de la croissance mondiale ou l'Inde va-t-elle prendre le relais ?

### CHINE

La Chine a annoncé en 2024 un programme de relance pour 1.400 milliard de dollars. Une annonce bien accueillie, avec un bref rebond alors d'une bourse chinoise à la traîne. Mais très vite, les marchés sont restés sur leur faim. Les investisseurs jugent les mesures insuffisantes et ont des doutes sur leur efficacité.

Si la Chine veut à nouveau être le moteur de la croissance mondiale, d'autres mesures budgétaires et monétaires seront nécessaires pour stimuler la consommation interne, rétablir la confiance des consommateurs et stabiliser le marché immobilier. Le but de la Chine est de consolider un rythme de croissance de 4,5 à 5 % et de transformer son économie tournée vers les exportations en un marché animé par la consommation interne. Et cela sera encore plus important si les tensions commerciales avec les États-Unis augmentent sous Trump.

### INDE

La bourse indienne a été la bourse la plus performante dans le monde ces cinq dernières années. En 2024, elle a gagné plus de 10 % malgré les prises de bénéfices au dernier trimestre<sup>16</sup>. Cela montre que les réformes constantes ont fondamentalement renforcé la confiance des investisseurs. La bourse indienne possède en outre

encore d'autres atouts. Une donnée importante est que les hausses des cours sont soutenues par les ménages indiens qui investissent de plus en plus leur épargne sur le marché des actions. Cela réduit alors la corrélation entre la bourse indienne et les marchés émergents et augmente le poids dans les indices boursiers mondiaux<sup>17</sup>. Cela rend en outre l'économie indienne moins sensible aux mouvements de taux internationaux et aux flux de capitaux étrangers. Le pays a par ailleurs le vent en poupe en raison de la surcapacité en Chine, des prix modérés des matières premières, de la jeune population qualifiée et de la numérisation rapide. Tout cela soutient un rythme de croissance aux alentours de 7 % par an.

### ASIE

Les cartes semblent aussi favorables pour d'autres pays de la région asiatique. La croissance y est solide et la dynamique d'inflation semble sous contrôle. Dans des pays comme l'Indonésie et les Philippines, nous voyons la politique monétaire évoluer en mode « soutien de la croissance » en 2025. La domination de la région dans les chaînes d'approvisionnement ICT est aussi un atout. Des pays émergents comme le Vietnam et la Malaisie gagnent du terrain rapidement dans ce secteur stratégique. Notez enfin que cette région est devenue moins sensible aux tensions commerciales dans le monde grâce au développement du commerce inter-régional. Des secteurs exportateurs typiques comme l'électronique, les semi-conducteurs et l'automobile sont de ce fait devenus sensiblement plus résistants. Cela se traduit par des perspectives de croissance bénéficiaire intéressantes dans la région.





## Qu'est-ce que tout cela signifie pour les investisseurs ?

### ACTIONS

- CHINE : Les actions chinoises sont extrêmement bon marché. Si le plan de relance déjà annoncé est suivi d'effets, les investisseurs à long terme pourront à nouveau se tourner vers la Chine. Le marché étant moins mature, nous plaidons pour une gestion active du portefeuille.
  - Les entreprises axées sur la consommation intérieure ont notre préférence.
  - Les entreprises tournées vers les exportations seront plus vulnérables en cas d'escalade de la guerre commerciale avec les États-Unis.
  - Notre préférence va à des secteurs qui figurent en bonne place à l'agenda politique, comme la technologie, les biens de consommation et les soins de santé.
- INDE : Le potentiel de hausse reste intact. Les valorisations élevées sont compensées par une forte croissance bénéficiaire. De plus, la sensibilité aux barrières commerciales est limitée du fait de la décorrélation avec d'autres marchés émergents.
- JAPON : Nous sommes modérément positifs à moyen terme. Nous voyons plusieurs éléments positifs (fin de la spirale déflationniste, réformes au niveau de la politique des sociétés, focus sur la maximisation des bénéfices), mais craignons aussi une augmentation de la volatilité en cas de hausse de l'inflation et des taux d'intérêt. Selon ce scénario, l'appréciation du yen pourrait freiner les exportations japonaises.

### OBLIGATIONS

- Les obligations des pays émergents profiteront des baisses des taux aux États-Unis dans la mesure où cela augmentera le différentiel de taux avec les

obligations en dollar.

- Nous voyons le handicap d'un dollar fort s'atténuer vers la seconde moitié de l'année, ce qui créera des opportunités pour les obligations des pays émergents en devise locale.
- Notre préférence va aux pays menant une politique monétaire expansionniste. En Amérique latine, nous pensons par exemple à la Colombie. En Europe de l'Est, un pays comme la Roumanie offre des opportunités.

## 5 La Big Tech restera-t-elle la grande favorite sur les bourses ?

L'IA a été le principal moteur de la croissance des bénéficiaires aux États-Unis en 2024. Les gains sont venus essentiellement des valeurs technologiques alors que le reste du marché a connu une évolution moins spectaculaire, ce qui a provoqué une concentration de valeur extrême : les sept plus grandes actions<sup>18</sup> du S&P 500 représentent 30 % de la capitalisation boursière<sup>19</sup>. Les valorisations ont de plus fortement augmenté du fait de l'importante hausse des cours. Le rapport cours/bénéfice attendu pour le S&P 500 s'élève aujourd'hui à 24,8<sup>20</sup>, ce qui est sensiblement plus que la moyenne sur 10 ans<sup>21</sup>.

Pour 2025, nous nous attendons à une répartition plus équilibrée des hausses de cours sur l'ensemble du marché. Une tendance déjà entamée durant la seconde moitié de l'année 2024. En matière de croissance bénéficiaire, nous voyons l'écart entre les « 7 magnifiques » et le reste du marché se réduire. La dérégulation sous Trump pourrait renforcer cette tendance. Cela profitera davantage au secteur technologique dans son ensemble qu'aux méga-entreprises technologiques.

Il ne fait aucun doute que les marchés continuent à croire en la force de l'IA pour booster la productivité. Cela étant dit, l'attention des marchés devrait progressivement se tourner vers des secteurs qui se trouvent un peu plus loin sur la chaîne de valeur de l'IA. Si jusqu'à présent, les concepteurs de microprocesseurs comme Nvidia ont été à la fête, les investisseurs devraient à l'avenir faire plus attention aux sociétés d'édition de logiciels et aux prestataires de services IT qui implémentent des applications d'IA. Les secteurs où les applications d'IA améliorent la productivité, comme l'industrie pharmaceutique et les services aux collectivités, pourraient aussi en profiter.



## Qu'est-ce que tout cela signifie pour les investisseurs ?

- Nous restons positifs par rapport aux marchés d'actions américains. Nous plaidons pour une approche « équilibrée » plutôt que pour une sélection d'actions en fonction de la capitalisation boursière.
- Les entreprises qui se trouvent plus loin sur la chaîne de valeur de l'IA offrent des opportunités. Pensez par exemple aux développeurs de logiciels et aux entreprises actives dans la cybersécurité. Nous serons aussi attentifs aux secteurs classiques qui implémentent l'IA avec succès dans leurs processus, comme l'industrie pharmaceutique et les services aux collectivités, la gestion d'actifs, etc.
- Nous passons des méga-caps et des entreprises de croissance avec des valorisations extrêmes à des petites valeurs de croissance sous-évaluées. Pour les actions de valeur, notre préférence va aux entreprises de qualité du secteur financier, des services aux collectivités et des communications.

## Conclusion

2025 s'annonce comme une année de croissance économique modérée. Cette évolution devrait être soutenue par de nouvelles baisses des taux par les banques centrales, ce qui se traduira par une croissance bénéficiaire résiliente pour les entreprises. Dans ce contexte, les opportunités d'investissement se trouvent sur les marchés d'actions et d'obligations, dans les régions développées comme dans les pays émergents.

### Volatilité

D'un autre côté, les investisseurs ne peuvent pas non plus perdre de vue certains risques. Les investisseurs en actions doivent tenir compte d'une concentration extrême de valeur au niveau des actions big tech et des valorisations excessives connexes, principalement aux États-Unis. L'augmentation des tensions géopolitiques et la tendance au protectionnisme doivent aussi inciter à la prudence. Ces facteurs pourraient conduire à une augmentation de la volatilité sur les marchés financiers en 2025.

### Pressions inflationnistes

Les investisseurs doivent aussi se méfier d'un retour de l'inflation. L'augmentation des pressions inflationnistes pourrait inciter les banques centrales à ralentir voire interrompre leur processus de baisse des taux, ce qui pourrait encore accentuer la volatilité.

### Diversification

Pour limiter ces risques, une large diversification du portefeuille en termes de régions, de classes d'actifs et de secteurs est indispensable. L'époque où une poignée d'actions déterminaient le rendement de tout le portefeuille est définitivement révolue.



1. Le carry trade est une stratégie d'investissement dans laquelle un investisseur emprunte de l'argent dans une devise à faible taux d'intérêt et l'investit dans une devise à taux d'intérêt plus élevé, afin de profiter des écarts de taux d'intérêt.
2. Allianz.
3. Source : CBC.
4. On parle de stagflation, une combinaison de stagnation et d'inflation, lorsque l'inflation augmente et que la croissance économique ralentit ou stagne.
5. Robeco.
6. Bloomberg Analytics.
7. Robeco.
8. abcnews.
9. Inflation globale dans la zone euro en novembre 2024.
10. Croissance négociée des salaires dans la zone euro au 3e trimestre 2024 : 5,42 %.
11. Inflation au Japon en octobre 2024 : 2,3 %.
12. Fonds monétaire international (FMI).
13. Commission européenne « Compétitivité de l'UE : perspectives ».
14. Bloomberg le 29/11/2024.
15. Commission européenne – Économie et Finances, novembre 2024.
16. Sensex YTD 29/11/2024 : +10,42 %.
17. Poids dans MSCI EM en août 2024 : 19,6 %, vs décembre 2013 : 6,3 % (source : Goldman Sachs).
18. Apple, Nvidia, Microsoft, Amazon, Meta, Alphabet, Tesla.
19. SPDR S&P 500, poids des 7 plus grandes actions au 02-12-2024 : 29,74 %.
20. Bloomberg, 27/11/2024.
21. Indices S&P Dow Jones : prévisions C/B moyenne mobile sur 10 ans en novembre 2024 : 19,99.

## Nous sommes à votre service



- dans votre agence Beobank
- via Beobank Service Center  
Vous pouvez nous joindre  
au **02/622.20.00**,  
du lundi au vendredi de 8h00 à 20h00  
et le samedi de 9h00 à 12h30
- via Beobank Online sur **www.beobank.be**
- via votre application **Beobank Mobile**

Date éditoriale : 24/12/2024. La présente publication reprend des informations générales et ne constitue pas un conseil personnalisé. Ces informations peuvent changer ou faire l'objet de règles ou d'interprétations particulières en fonction de la situation concernée. Beobank décline toute responsabilité quant à l'exactitude, l'exhaustivité et la mise à jour des informations provenant des sources citées.

Nous vous rappelons que les produits d'investissement sont exposés à des risques en ce compris la possible perte du capital investi. Les produits d'investissement ne sont pas des dépôts bancaires et ne sont pas garantis par Beobank NV/SA.

E.R.: Beobank NV/SA | Boulevard du Roi Albert II 2, 1000 Bruxelles | TVA BE 0401.517.147 | RPM Bruxelles | IBAN BE77 9545 4622 6142.